

Cohésion sociale, solidarités, territoires...

Associations et projets à réinventer ?



ATELIER **B4**

DOSSIER DOCUMENTAIRE

LUTTE CONTRE L'EXCLUSION

**ASSISTANAT, ASSISTANCE, ACTIVATION, DROITS ET DEVOIRS,
CONTREPARTIES...**

FAUT-IL CHANGER DE SYSTÈME ?

L'ATELIER

« Les dérives de l'assistanat sont le cancer de la société française ! », a dit un ministre en mai 2011. Il exprimait là la pensée d'un certain nombre de nos concitoyens. Cette accusation d'assistanat est souvent opposée aux associations et aux responsables des politiques sociales. La loi prévoit pourtant une obligation d'assistance à personne en danger. Comment distinguer assistanat et assistance ? Comment les associations et les responsables de l'action sociale peuvent mettre fin à cette accusation permanente et justifier les nécessités de la solidarité ? Les pouvoirs publics ont mis un accent croissant ces dernières

années sur la responsabilité individuelle des pauvres et des chômeurs et ont eu tendance à désengager les responsabilités collectives. L'accent a été mis sur « l'activation des dépenses passives », les droits et devoirs, les contreparties aux aides sociales. Comment rétablir l'équilibre ? Notre système de protection sociale arrive en fin de cycle, ne serait-ce que financièrement. Faut-il changer de système, repenser les solidarités vis-à-vis des populations défavorisées ? Sur quelles bases nouvelles faut-il (re) construire ?

LE DOSSIER

Ce dossier contient une liste de textes ressources sur cette thématique : ouvrages de référence, articles d'Union Sociale, textes réglementaires, guides, communiqués et positionnement politique...

Il mentionne également les sources et les liens vers les sites Internet ou les numéros de fiches de notre base d'information. Pour obtenir le commentaire de notre

réseau et le document en texte intégral (saisir le n° de fiche dans l'espace recherche en page d'accueil du site). Remarque : les commentaires de la base d'information peuvent être réservés aux adhérents de l'Uriopss ou de l'Uniopss.

Dossier établi au 10 janvier 2013 par les documentalistes du réseau Uniopss-Uriopss.

Sommaire

- **Autres Assistance / Assistanat**
- **Du RMI au RSA**
- **Le rôle des travailleurs sociaux**
- **La participation et la parole des usagers**
- **Le non recours aux droits**
- **Propositions pour bâtir un nouveau système de solidarité**

➤ **Assistance / Assistanat ?**

Travail social et économie social, une complémentarité face à l'« assistanat » / Alain Cramet, *Revue française des affaires sociales*, n°245, juin 2012

L'assistanat n'existe pas / Joseph Cacciari, *Revue française des affaires sociales* n°245, juin 2012

En période de crise, l'opinion publique est plus compatissante envers les exclus / revue ASH n°2768, 13/07/2012

Assistanat ou solidarité, réparation ou nécessité, une question de vocabulaire et de doctrine économique / Jean Paul Gomez, *le cercle des Echos*, 6/05/2012

<http://lecercle.lesechos.fr/economie-societe/societe/autres/221146540/assistanat-solidarite-reparation-necessite-question-vocabu>

Saluds de pauvres ! Pour en finir avec le choix français de la pauvreté / Benjamin Griveaux, Éditions Fayard, 2012, 168 pages

Pauvreté, RSA, logement social, fraudes... Luttons contre les idées reçues / ATD Quart Monde, revue *Feuille de route* n°414, 2012

<http://www.atd-quartmonde.fr/-Feuille-de-route-no414-fevrier-.html>

L'assistance a pour vocation première de protéger la société / Nicolas Duvoux, revue *Actualités Sociales Hebdomadaires* n°2754, 06/04/2012

Humilier les familles et les fraudeurs: la proposition d'un ministre de la République / ANAS, 01/02/2012

http://www.anas.fr/Humilier-les-familles-et-les-fraudeurs-la-proposition-d-un-ministre-de-la-Republique_a783.html

La France est-elle un pays d'assistés ? / journal *Le Monde*, dossier en ligne, édition du 10/06/2011

www.lemonde.fr/idees/article/2011/06/10/droite-sociale-une-contradiction-dans-les-termes_1534495_3232.html

Ces « assistés » qui se sentent insultés / journal *Libération*, édition du 12/05/2011.

<http://www.liberation.fr/societe/01012336915-ces-assistes-qui-se-sentent-insultes>

Quel est le vrai cancer de la société française ? / Collectif Alerte, communiqué de presse, 10/05/2011- Fiche N°61164

Allocations trop élevées ?! Monsieur wauquiez invente le bouclier anti-social / ATD Quart Monde, communiqué de presse, 9/05/2011

http://www.atd-quartmonde.org/IMG/pdf/CP_Reaction_Wauquiez_revu_PP_DW-1.pdf

Assistanat : les mauvais exemples de Laurent Wauquiez / journal *Le Monde*, édition du 09/05/2011

http://www.lemonde.fr/politique/article/2011/05/09/assistanat-les-mauvais-exemples-de-laurent-wauquiez_1518985_823448.html

L'API a-t-elle découragé l'activité des femmes ? / Yves de Curraize, revue *Économie et statistique* n°429-430, 2011

L'autonomie des assistés / Nicolas Duvoux, PUF, 2009, 272 pages

Travaille ou marie-toi ! Le RSA : des droits familiaux mais des devoirs individuels... / Hélène Perivier, 2009
<http://alternatives-economiques.fr/blogs/perivier/2009/07/17/travaille-ou-marie-toi/#more-9>

Assistance sociale et contrepartie : Actualité d'un débat ancien / Aurélien Purriere, l'Harmattan, 2008, 136 pages

Chapitre - **Au-delà du salariat ou en deçà de l'emploi ? L'institutionnalisation du précarité ?** issu de l'ouvrage 'Repenser la solidarité : l'apport des sciences sociales' / Serge Paugam, éditions PUF, 2007, pp. 416-433

Misère, misère ... / Hélène Périvier, 2007 - www.ofce.sciences-po.fr/pointdevue/points-26.htm

Pauvreté et activité : vers quelle équation sociale ? / Guillaume Allègre, revue *Lettre de l'OFCE* n°262, 2005 - <http://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/lettres/262.pdf>

Minima sociaux : mieux concilier équité et reprise d'activité. Rapport d'information n°334 / Valérie Létard au nom de la commission des affaires sociales, Sénat, mai 2005
<http://www.senat.fr/rap/r04-334/r04-3340.html>

Plus de droits et plus de devoirs pour les bénéficiaires des minima sociaux d'insertion / Michel Mercier, Henri de Raincourt, Éditions La documentation française, 2005

Chapitre 2.4 - Mesures d'incitation au travail des personnes peu qualifiées issu du rapport *les réformes fiscales en Europe 1992-2002* / Sénat, mai 2002.

➤ Du RMI au RSA

Le RMI et son successeur le RSA découragent-ils certains jeunes de travailler ? : Une analyse sur les jeunes autour de 25 ans / Olivier Bargain, Augustin Vicard, INSEE, revue *Études et statistiques, documents de travail*, juillet 2012
http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&ref_id=G201209

Le RSA est-il plus incitatif à la reprise d'emploi que le RMI / CEE, revue *Connaissance de l'emploi* n°93, juin 2012
http://www.cee-recherche.fr/fr/connaissance_emploi/93-rsa-indicatif-emploi-rmi.pdf

Évaluation de l'impact du revenu de solidarité active (RSA) sur l'offre de travail / Philippe Briard et Olivia Sautory, *DARES document d'étude* n°171, mars 2012

RSA, quel premier bilan 2 ans après ? / Uniopss Note d'information du 22/12/2011 - Fiche N°64280

L'échec du RSA au cœur des débats sur la lutte contre la pauvreté / Anne Simonot, revue *Actualités Sociales Hebdomadaires*, 04/12/2012

La régulation des pauvres. Du RMI au RSA / Serge Paugam, Nicolas Duvoux, éditions PUF, 2008, 114 pages

Le RSA : Une révolution sociale / Marianne Bernede, Editions Autrement, 2008, 205 pages

➤ Le rôle des travailleurs sociaux

La construction de l'identité professionnelle des assistantes sociales / Henri Pascal, Presses de l'EHESP, 2012, 276 pages

Le travail social ou l'art de l'ordinaire / David Puaud, revue ASH n°2753 du 30/03/2012

Nous sommes fiers d'assister ! / ANAS, communiqué de presse, 16/03/2012
http://www.anas.fr/Nous-sommes-fiers-d-assister-_a802.html

Le travail social confronté aux nouveaux visages de la pauvreté et de l'exclusion / Conseil Supérieur du Travail Social, Presses de l'Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique (EHSP), 2007, 152 pages

➤ La participation et la parole des usagers

Les postures professionnelles en question / Claire Jouffray, Brigitte Portal, revue ASH n°2765, 22/06/2012,

Guide de recommandations sur la participation des personnes bénéficiaires du revenu de solidarité active au dispositif / DGCS, mars 2012
http://www.social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/BrochureRSA_120424web-2.pdf

Recommandations pour améliorer la participation des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques publiques / CNLE, rapport du 17 octobre 2011.
http://www.cnle.gouv.fr/IMG/pdf/Rapport_edite_version_numerique.pdf

Participation des personnes en situation de précarité à la définition des politiques qui les concernent / Groupe de travail du CNLE - Contribution commune Fondation de l'Armée du Salut, Croix-Rouge française, Fnars, Secours Catholique. 3 mai 2011
<http://www.cnle.gouv.fr/Contributions-des-membres.html>

La participation, une chance à saisir, lançons-nous / Uniopss, revue *Les Cahier de l'Uniopss* n°21, Juin 2010

Extrait : Ce cahier incite à développer la participation comme un nouveau droit lié à l'exercice de sa citoyenneté et comme un axe stratégique pour les associations de solidarité

L'écrit des sans voix - Ateliers d'écriture avec ATD Quart Monde / Editions Quart Monde, 2010, 167 pages

La relation d'aide en service social / Anne-Marie Bernard et al., éditions Erès, 2005, 184 pages.

➤ Le non recours aux droits

Renoncement à des soins et précarité / Philippe Warin In *Le renoncement aux soins*, DREES, Sous presse.

L'envers de la fraude sociale / ODENORE, éditions la découverte, 2012

Pour une approche économique du non-recours / Philippe Warin, *Revue de droit sanitaire et social (RDSS)* n°4, 2012, pp. 614-622.

Ceux qui ne demandent rien / Philippe Warin, revue *les inégalités en France* n°56, 2012, pp. 147-148.

L'envers de la fraude sociale / revue *Acteurs publics*, 20/04/2012
<http://www.acteurspublics.com/2012/04/20/l-envers-de-la-fraude-sociale>

Il existe un envers à la fraude sociale / Philippe Warin, revue *TSA mensuel* n°35, 2012, pp.6-7.

Le non-recours aux droits et aux services. Entretien avec Hélène Revil / Plateforme Sanitaire & Sociale. Lettre d'information de Picardie, n°17, 2012.

L'envers de la "fraude sociale", le scandale du non-recours aux droits sociaux / Collectif, Cahiers libres, La découverte, 2012.

Le non-recours aux droits / Philippe Warin, revue *Sociologies* [revue en ligne], 2012
<http://sociologies.revues.org/4103>

Accès aux soins : Guide pratique inter-associations (3^{ème} édition mise à jour) / Note d'information du 02/10/2012 - FICHE N°66651

⇒ Présentation :

Un livret pour lutter contre le non recours aux soins

Les associations de lutte contre la pauvreté regroupées à l'Uniopss qui travaillent sur l'accès aux soins des populations précaires- notamment Médecins du Monde, l'ANPAA, la Croix Rouge Française, ATD Quart Monde, le Fédération de l'Entraide Protestante, la Fnars, et Emmaüs, se sont saisi de cette problématique et ont décidé de créer un « mémo récapitulatif » des conditions d'ouverture des droits à une couverture maladie. Ce document synthétique, à destination des professionnels de la santé et de l'action sociale, retrace ainsi les conditions pour l'ouverture des droits à l'AME, l'ACS, la CMU et CMU-C ainsi que les principaux soins inclus dans les 'paniers de soins' distincts selon le mode de couverture dont dispose le patient. Le tiers payant social pour tous les usagers du système de santé est également traité dans ce document. Les effets de seuil sont également évoqués afin que chaque professionnel puisse cerner rapidement quelles sont les problématiques et les solutions qu'il peut apporter à un potentiel bénéficiaire de soins. Enfin ce livret comporte un glossaire de tous les sigles de ce domaine, ainsi que les numéros de téléphone utiles à connaître.

Le droit à l'information, notamment en direction des personnes en situation de fragilité, doit être reconnu et respecté par les institutions publiques afin que les textes en application puissent trouver leur effectivité.

Parcours d'un outil informatique de quantification et d'identification du non recours à la CMU: de la mesure de l'effectivité des droits sociaux à la maîtrise du risque maladie / Hélène Revil, Association Française de Sociologie, *Politiques sociales, Protection sociale, Solidarités*, 2012, vol 2012-4

Chapitre- **Parcours sociaux et possibilités de ruptures avec le social institué** issu de l'ouvrage *Les parcours sociaux à l'épreuve des politiques publiques* / Philippe Warin, PUR, 2012, pp. 175-187.

➤ Propositions pour bâtir un nouveau système de solidarité

Conférence nationale de lutte contre la pauvreté: les grandes lignes du plan quinquennal / Bruno Grouès, Uniopss, Note d'information du 13/12/2012, Fiche N° 69339
L'avenir de la solidarité / Robert Castel, PUF, janvier 2013

Martin Hirsch : « *On est resté au milieu du gué* » / revue *Actualités Sociales Hebdomadaires* n°2786, 07/12/2012

Le rapport Hébergement-Logement pour la conférence de lutte contre les exclusions des 10 et 11 décembre 2012 / Jeanne Dietrich, Uniopss, Note d'information du 06/12/2012- FICHE N°69231

Préparation de la Conférence nationale contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale : les rapports thématiques / Site du Ministère des affaires sociales et de la santé
<http://www.social-sante.gouv.fr/espaces.770/handicap-exclusion.775/dossiers.806/lutte-contre-la-pauvrete-et-pour-l.2380/les-comptes-rendu-des-groupe-de.2394/les-rapports-des-differents.15418.html>

Rapport du gouvernement sur la pauvreté en France / CNLE, décembre 2012
<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/124000654/0000.pdf>

Lettre ouverte à M.Ayrault / MNCP, 5/12/2012
<http://mncp.fr/Accueil/Nos-communiqués/lettre-ouverte-a-mayrault-qpour-que-la-conference-nationale-de-lutte-contre-la-pauvrete-ne-soit-pas-un-echecq.html>

Lettre ouverte à M.Ayrault / MNCP, 5/12/2012
<http://mncp.fr/Accueil/Nos-communiqués/lettre-ouverte-a-mayrault-qpour-que-la-conference-nationale-de-lutte-contre-la-pauvrete-ne-soit-pas-un-echecq.html>

Observations de l'Uniopss sur le PLF 2013, Mission Solidarité, insertion et égalité des chances, programme 304, Lutte contre la pauvreté / Uniopss, Note d'information du 11/10/2012 - FICHE N°68371

L'endettement du système de protection sociale n'est pas hors de contrôle/ Bertrand Fragonard, revue *Actualités Sociales Hebdomadaires* n°2777 du 05/10/2012

Les inégalités en France / Camille Dorival, Louis Maurin, Alternatives économiques, Hors-série, 2012.

Conférence nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion, Plan quinquennal interministériel pour l'inclusion : Les propositions d'ALERTE / ALERTE, communiqué de presse du 15/10/2012 - FICHE N°68454

⇒ Présentation :

Alors que s'ouvrent les travaux de la Conférence, le collectif ALERTE présente au Chef de l'État, au Gouvernement et au CNLE les propositions des associations de solidarité.

Lors de sa rencontre avec François Hollande le 11 avril dernier, le collectif ALERTE, composé de 35 associations nationales de lutte contre la pauvreté, présidé et animé par l'Uniopss, avait demandé au candidat de s'engager à faire adopter un Plan quinquennal interministériel de lutte contre l'exclusion, préparé par une Conférence Nationale de tous les acteurs concernés. François Hollande avait accepté cette proposition et l'avait ajoutée à ses 60 engagements pour la France.

Dans un pays où 14,1 % de la population, soit 8,6 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté, et où cette catastrophe ne fait qu'empirer avec la crise (400 000 personnes pauvres de plus en un an), la lutte contre ce fléau doit devenir une priorité nationale, y compris au plan financier. Un grand nombre de Français ont peur de tomber dans la pauvreté et demandent que l'État agisse davantage contre cette réalité inacceptable dans un pays riche comme le nôtre.

A l'heure où commencent les travaux préparatoires à la Conférence Nationale, le collectif ALERTE présente ses propositions inter-associatives pour éradiquer la pauvreté : un vaste ensemble de mesures relevant de nombreux ministères et devant être coordonnées par le Premier ministre, et tout spécialement 10 revendications « incontournables », des points de passage obligés, si la Nation veut faire significativement reculer la pauvreté.

Ces propositions sont adressées au Gouvernement et au CNLE comme contribution des associations aux groupes de travail de la Conférence Nationale en vue de l'élaboration du Plan.

Marie-Arlette Carlotti : « *ce n'est pas aux pauvres de faire les frais de la contrainte budgétaire* »/ journal *La Croix*, éditions du 27/09/2012

Un plan d'urgence de 50 millions d'euros pour mettre les SDF à l'abri / journal *La Croix*, édition du 27/09/2012

Plan pluriannuel et interministériel de lutte contre la pauvreté : une victoire d'ALERTE / ALERTE, communiqué de presse du 17/07/2012 - Fiche N°67286

Le nouvel âge de la solidarité / Nicolas Duvoux, Editions du Seuil, 2012, 110 pages

Comment réinventer la solidarité / Nicolas Duvoux, revue *Le Monde*, éditions du 18/06/2012

www.lemonde.fr/idees/article/2012/06/18/comment-reinventer-la-solidarite_1720415_3232.html

Refonder un modèle solidaire n'a rien d'utopique / Pierre Savignat, revue *Actualités Sociales Hebdomadaires* n°2762 du 01/06/2012

Pour une nouvelle politique du logement des personnes sans abri et mal logées / Collectif des associations unies, 05/04/2012

<http://sans-abri.typepad.fr/solidarite2012/2012/04/pour-une-nouvelle-politique-du-logement-des-personnes-sans-abri-et-mal-log%C3%A9es-.html>

Stratégies de campagne : l'offensive des associations / Maryannick Le Bris, revue *Actualités Sociales Hebdomadaires* n°2755 du 13/04/2012

Plateforme ALERTE pour les présidentielles - Non, les pauvres ne doivent pas « trinquer » deux fois ! - <http://www.alerte-exclusions-presidentielles2012.fr/>

Rapport 2012 sur l'état du mal-logement en France / Fondation Abbé Pierre, février 2012
www.fondation-abbe-pierre.fr/publications.php?filtre=publication_rml

Que faire de notre vulnérabilité ? / Guillaume Le Blanc, Editions Atalante, 2011, 217 pages

Jusqu'ici, tout va bien... / revue *Actualités Sociales Hebdomadaires* n°2735, 02/12/2011

Motivés et solidaires... / revue *Actualités Sociales Hebdomadaires* n°2735, 02/12/2011

Demain, quelles politiques sociales de solidarité ?/ revue *Vie sociale* n°4, CEDIAS, 2011

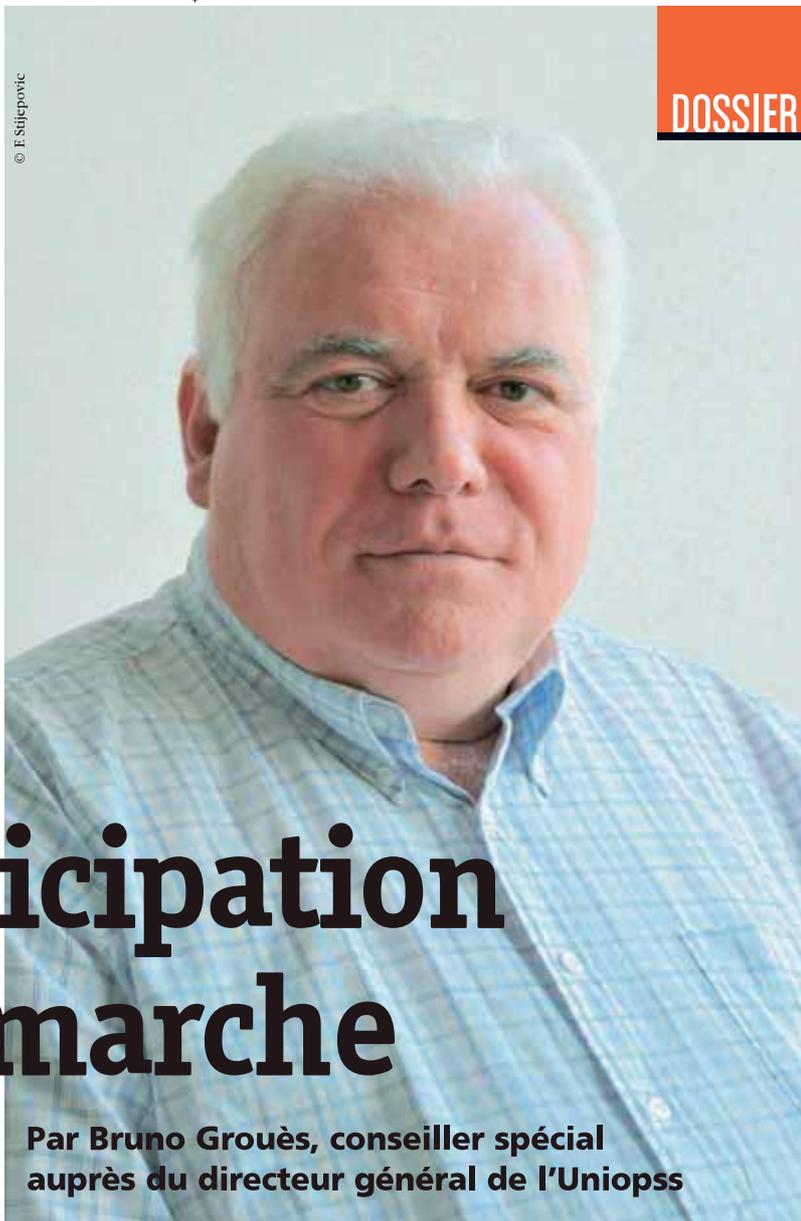
De l'Etat providence à l'Etat accompagnant / Serge Guerin, Michalon, 2010, 282 pages

Panorama des différentes politiques de lutte contre les inégalités / revue *Cahiers français, Inégalités économiques et inégalités sociales* n°351, 2009

Investir dans le social / Jacques Delors et Michel Dollé, Odile Jacob, avril 2009
<http://www.notre-europe.eu/011-1825--Investir-dans-le-Social.html>

L'insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ? / Robert Castel, Éditions du Seuil, 2003, 95 pages

Garantir le revenu : Histoire et actualité d'une utopie concrète / Laurent Geffroy, la Découverte, 2002, 204 pages.



La participation est en marche

Par Bruno Grouès, conseiller spécial
auprès du directeur général de l'Uniopss

Roselyne Bachelot-Narquin, ministre des Solidarités et de la Cohésion sociale, a demandé en février 2011 au Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE), organe consultatif auprès du Premier ministre, un rapport de recommandations sur « la participation des personnes en situation de précarité à la définition des politiques qui les concernent ».

Il convient, écrivait-elle, que « soient définis les moyens de développer l'expression directe de ces personnes ». Le président du CNLE, le député Etienne Pinte, a demandé à l'Uniopss et à la Fnars de coprésider un groupe de travail sur ce sujet. Le CNLE a

remis son rapport à la ministre le 17 octobre 2011.

Le groupe de travail était composé d'élus, d'associations, de partenaires sociaux, de personnalités qualifiées, d'administrations. Il a décidé, au bout de quelques séances de débat, d'accueillir en son sein des personnes en situation de pauvreté issues du Conseil consultatif des personnes accueillies (CCPA). Le CCPA est une instance consultative du chantier national de la refondation de la politique de l'hébergement et du logement. Cette structure, voulue par le délégué interministériel, Alain Régnier, avec l'appui du ministre du Logement, Benoist Apparu, est composée de personnes présentes en institution ou

vivant à la rue et d'acteurs sociaux. Les personnes accueillies qui participent aux réunions du CCPA sont des volontaires et sont plus nombreuses que les acteurs sociaux. Le CCPA est animé par la Fondation de l'Armée du Salut, avec la participation de l'Uniopss et de la Fnars.

Le groupe de travail du CNLE a aussi décidé d'élargir son thème de travail à la participation des personnes en situation de pauvreté, non seulement aux politiques « qui les concernent », mais à l'ensemble des politiques publiques. En effet, ces personnes doivent être des citoyens à part entière et, comme tels, associés à toutes les politiques publiques et pas seulement à la lutte contre la pauvreté. >>>





Le groupe a donc fait sienne la devise de Nelson Mandela : « Tout ce qui est fait pour moi, sans moi, est fait contre moi ».

Au final, après avoir rappelé les enjeux de la participation et dressé un état des lieux des pratiques de participation en France et en Europe, le groupe de travail a formulé 41 recommandations à la ministre.

Légitime, illégitime

Il s'agit d'abord de créer un cadre favorable à l'expression de la participation. Il faut passer d'une parole individuelle à une parole collective. Bien souvent, le principe même de la participation est réfuté au motif que les personnes en situation de pauvreté qui s'expriment ne seraient pas légitimes, parce que non « représentatives ». Pense-t-on vraiment que nous, acteurs sociaux, sommes plus légitimes pour parler de la pauvreté et plus représentatifs ? Il est inadmissible de demander à des personnes en situation de pauvreté de représenter tous les pauvres.

Les plus fragiles sont pleinement légitimes pour s'exprimer sur la pauvreté et sur les politiques qui s'y attaquent parce qu'ils vivent la pauvreté. Ils sont pleinement légitimes à s'exprimer sur tout sujet de société parce qu'ils sont des êtres humains comme les autres, des citoyens. Mais il faut dès le début d'une démarche participative éviter un écueil important : il ne doit s'agir en aucun cas d'aller chercher des individus isolés, pris au hasard, pour leur demander leur avis. Les personnes doivent appartenir à un collectif dans lequel elles peuvent s'exprimer, échanger leurs expériences et définir des positions communes. La formation à la participation est par ailleurs indispensable, non seulement pour les personnes en situation de pauvreté mais aussi pour les professionnels et les élus.

Il faut ensuite s'assurer de la volonté de l'ensemble des acteurs de s'engager dans une démarche de participation. Celle-ci nécessite un changement profond des mentalités. Cela suppose une impulsion forte, et notamment une volonté politique à toute épreuve. Il s'agit d'accepter une confrontation des points de vue entre des expertises différentes. À partir de ces allers-retours, se dégage la co-construction des politiques publiques.

Le processus doit s'appliquer à toute la chaîne : diagnostic, élaboration de la politique, mise en œuvre, évaluation. La participation, pour qu'elle puisse durer dans le temps, doit aboutir à des résultats tangibles, visibles pour les personnes. Celles-ci ne se contenteront pas d'être écoutées, elles voudront aussi être entendues, avec un débouché concret en terme de politique publique, qu'elle soit nationale ou locale. Afin d'aider à faire grandir la volonté des acteurs de s'engager dans la participation, le CNLE propose que soient organisées des « conférences de consensus », au niveau national puis décentralisé.

Alibi

Enfin, il faut garantir une animation de qualité des temps participatifs. Ces moments nécessitent d'être animés par des professionnels, des personnes en situation de pauvreté ou des bénévoles, tous formés. Les méthodes utilisées sont capitales : savoir accepter la confrontation, gérer les désaccords, distribuer la parole à tous, utiliser des supports créatifs ou ludiques...

Voici les grandes conditions à réunir pour pouvoir associer des citoyens, et en particulier des personnes défavorisées, tant à la vie des associations elles-mêmes qu'à la décision politique. Pour finir, le CNLE a fait deux propositions concrètes à Madame Bachelot-Narquin : d'une part, créer

un collège de personnes en situation de pauvreté au sein du CNLE, d'autre part, organiser l'intégration de collectifs de personnes en situation de pauvreté dans les instances où se décident les politiques : Conseil économique, social et environnemental, conseils généraux, centres communaux d'action sociale, Pôle emploi, Caisse d'allocations familiales...

La ministre a accepté les recommandations et conclusions du rapport. Elle a demandé au groupe du CNLE de poursuivre son travail pour lui proposer des modalités très concrètes afin de créer le collège des personnes en situation de pauvreté du CNLE. Cette expérimentation sera évaluée durant l'année 2012, avant généralisation sur le territoire.

Parallèlement à ces travaux, la Fondation de l'Armée du Salut, l'Uniopss et la Fnars ont poursuivi leur action commune pour créer des conseils consultatifs des personnes accueillies en région. Depuis 2011, dix régions expérimentent la création d'un comité consultatif régional et étendent les thèmes de débat au-delà de l'hébergement et du logement, à l'ensemble des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion.

La participation est en marche. Plus rien ne pourra l'arrêter. Pour éviter toute instrumentalisation, toute participation alibi, l'Uniopss appelle à ce que toutes les démarches participatives respectent les conditions énoncées par le CNLE. La participation, ça marche ! Nous l'avons expérimenté à de multiples reprises. Chacun en profite : la personne en situation de pauvreté, l'acteur social mais aussi la collectivité dans son ensemble. La qualité de la vie associative comme celle de la décision politique ne peuvent qu'y gagner. ■

NOTES :

.....

.....

.....

.....

.....

31^e CONGRÈS de l'UNIO PSS

23-24-25 janvier 2013 - Lille - Grand Palais



Retrouvez tous les dossiers documentaires du Centre Ressources
sur le site du Congrès et sur nos sites internet, dès le 11 février 2013

► www.congres-uniopss.fr

► Les sites internet du Réseau Uniopss-Uriopss

URIOPSS Alsace	www.uriopss-alsace.asso.fr
URIOPSS Aquitaine	www.uriopss-aquitaine.asso.fr
URIOPSS Auvergne Limousin	www.uriopss-auvergnelimousin.asso.fr
URIOPSS Bourgogne	www.uriopss-bourgogne.asso.fr
URIOPSS Bretagne	www.uriopss-bretagne.asso.fr
URIOPSS Centre	www.uriopss-centre.asso.fr
URIOPSS Champagne-Ardenne	www.uriopss-ca.asso.fr
URIOPSS Franche-Comté	www.uriopss-f-comte.asso.fr
URIOPSS Guadeloupe	www.uriopss-guadeloupe.fr
URIOPSS Ile de France	www.uriopss-idf.asso.fr
URIOPSS Languedoc-Roussillon	www.uriopss-lr.asso.fr
URIOPSS Lorraine	www.uriopss-lorraine.asso.fr
URIOPSS Martinique	www.uriopss-martinique.com
URIOPSS Midi-Pyrénées	www.uriopss-midipyrenees.asso.fr
URIOPSS Nord Pas de Calais	www.uriopss-npdc.asso.fr
URIOPSS Normandie (Basse)	www.uriopss-basse-normandie.asso.fr
URIOPSS Normandie (Haute)	www.uriopss-hautenormandie.asso.fr
URIOPSS Pays de la Loire	www.uriopss-pdl.asso.fr
URIOPSS Picardie	www.uriopss-picardie.asso.fr
URIOPSS Poitou-Charentes	www.uriopss-poitou-charentes.asso.fr
URIOPSS Provence - Alpes Côte d'Azur et Corse	www.uriopss-pacac.asso.fr
URIOPSS Rhône Alpes	www.uriopss-ra.asso.fr
URIOPSS La Réunion-Mayotte	www.uriopss-reunion.asso.fr
UNIO PSS	www.uniopss.asso.fr